

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. En vue de l'année académique 2023-2024, le concours d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, tel que modifié par le décret du 17 novembre 2022, est organisé le 25 août 2023.

La date limite des inscriptions est fixée au 15 juillet 2023 inclus.

Art. 2. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 février 2023.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2023/40454]

2 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de datum van het vergelijkend examen voor toegang en toelating tot de studies van de eerste cyclus voor geneeskundige en tandheelkundige wetenschappen en van de uiterste inschrijvingsdatum voor dit vergelijkend examen voor het academiejaar 2023-2024

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studies geneeskunde en tandheelkunde, artikel 1, § 2, tweede lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 november 2022;

Gelet op de "gendertest" van 30 november 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies 72.750/2 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het overleg met de op communautair niveau erkende representatieve studentenorganisaties van 19 januari 2023, overeenkomstig artikel 33, 2°, van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

Op de voordracht van de minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor het academiejaar 2023-2024 wordt het vergelijkend examen voor toegang en toelating bedoeld in artikel 1 van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studies geneeskunde en tandheelkunde, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 november 2022, georganiseerd op 25 augustus 2023.

De sluitingsdatum voor inzendingen is 15 juli 2023 inbegrepen.

Art. 2. De minister bevoegd voor het hoger onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 februari 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2023/40477]

2 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant divers arrêtés du Gouvernement de la Communauté française relatifs aux congés et aux interruptions de carrière

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interrégionaux de la Formation professionnelle continue (IFPC), l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la naissance et de l'enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 24 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 portant création de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 7 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, l'article 32 ;

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, l'article 9.1.3-1, § 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 15 septembre 2006 relatif au congé pour interruption de carrière dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel, de Wallonie Bruxelles Enseignement et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 octobre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 novembre 2022 ;

Vu le « test genre » du 4 novembre 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue, donné le 17 novembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 21 novembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 21 novembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil WBE de Wallonie Bruxelles Enseignement, donné le 23 novembre 2022 ;

Vu le protocole n^o 568 du comité de secteur XVII, conclu le 24 novembre 2022 ;

Vu les demandes d'avis adressées le 10 novembre 2022 au Comité de direction du Ministère de la Communauté française, de l'Entreprise des technologies Numériques de l'Information et de la Communication et du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, en application de l'article 4, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Considérant l'absence d'avis donné au terme du délai de 10 jours ouvrables prévu par cette même disposition ;

Considérant que cette même disposition prévoit qu'en l'absence de réponse dans le délai prescrit, l'avis est réputé favorable ;

Vu l'avis n^o 72.646/4 du Conseil d'État, donné le 21 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement, pour le personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, de Wallonie-Bruxelles Enseignement et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, la directive (UE) 2019/1158 du parlement européen et du conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du conseil.

Art. 2. L'article 13, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, modifié en dernier lieu par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 2012 et du 24 février 2022, est remplacé par ce qui suit :

« 2^o l'accouchement de l'épouse, de la personne avec laquelle l'agent vit en couple au moment de l'événement ou la naissance de l'enfant à l'égard duquel la paternité de l'agent est établie : vingt jours ouvrables. ».

Art. 3. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2006 relatif au congé pour interruption de carrière dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel, de Wallonie Bruxelles Enseignement et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. L'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations et toute disposition qui le modifierait sont applicables aux agents nommés à titre définitif au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, de Wallonie-Bruxelles Enseignement et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, sans préjudice des articles 25 et 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII.

§ 2. Lorsque l'intérêt du service le requiert, les congés suivants peuvent être refusés aux agents nommés à titre définitif titulaires d'un grade de rang 12 ou supérieurs à l'exception des grades d'experts octroyés en application des articles 40/1 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement :

1^o les congés pour interruption de la carrière professionnelle visés au Chapitre II de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations ;

2^o les congés pour interruption de la carrière professionnelle visé au Chapitre III, section 1 et 2, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

§ 3. Pour les agents titulaires d'un grade de rang 12 ou supérieurs, à l'exception des grades d'experts octroyés en application des articles 40/1 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement, le congé pour interruption de la carrière professionnelle visé au Chapitre III, section 3 de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations peut être reporté pour une durée raisonnable au motif que le fait de prendre ce congé au moment demandé perturberait gravement le bon fonctionnement du service.

Le report est justifié par écrit.

§ 4. Les dispositions du chapitre III du même arrêté et toute disposition qui les modifierait sont applicables aux membres du personnel stagiaire engagés dans les mêmes services.

Les dispositions du chapitre III, sections 2 et 3, du même arrêté et toute disposition qui les modifierait sont applicables aux membres du personnel contractuel engagés dans les mêmes services. ».

Art. 4. A l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, il est inséré un second alinéa, rédigé comme suit :

« Pour ce qui concerne le 4^o, le mandataire peut obtenir un congé parental, une interruption de carrière pour soins palliatifs et un congé pour assistance ou octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave selon les modalités fixées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2006 relatif au congé pour interruption de carrière dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel, de Wallonie Bruxelles Enseignement et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII. ».

Art. 5. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 2 février 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/40477]

2 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de verlopen en de loopbaanonderbrekingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 ;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC), artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003 ;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009 ;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 24;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het "Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC)" (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 7;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32;

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, artikel 9.1.3-1, § 3 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verlopen en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 betreffende het verlof wegens loopbaanonderbreking in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 oktober 2022 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 november 2022 ;

Gelet op de « gendertest » van 4 november 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue », gegeven op 17 november 2022 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 21 november 2022 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs, gegeven op 21 november 2022 ;

Gelet op het advies van de WBE Raad van Wallonie Bruxelles Enseignement, gegeven op 23 november 2022;

Gelet op het protocol nr. 568 van comité van sector XVII, afgesloten op 24 november 2022 ;

Gelet op de aanvragen om advies toegezonden op 10 november 2022 aan het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, het "Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC)" (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap) en de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector met toepassing van artikel 4, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende het gebrek aan advies gegeven na de termijn van 10 werkdagen voorzien door diezelfde bepaling ;

Overwegende dat diezelfde bepaling voorziet dat bij gebreke aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn het advies als gunstig wordt beschouwd;

Gelet op het advies nr. 72.646/4 van de Raad van State, gegeven op 21 december 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit zet, voor het personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, van Wallonie-Bruxelles Enseignement en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van sector XVII, gedeeltelijk de richtlijn (EU) 2019/ 1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad, om.

Art. 2. Artikel 13, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, laatst gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 2012 en 24 februari 2022, wordt vervangen als volgt :

« 2° bevalling van de echtgenote, van de persoon met wie het personeelslid samenleeft op het ogenblik van de bevalling of de geboorte van het kind ten aanzien van wie het vaderschap van het personeelslid vaststaat : twintig werkdagen. ».

Art. 3. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 betreffende het verlof wegens loopbaanonderbreking in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. § 1. Het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen en elke bepaling die het zou wijzigen, worden van toepassing op de vastbenoemde personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, van Wallonie-Bruxelles Enseignement en de van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren, onverminderd de artikelen 25 en 26 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

§ 2. Wanneer het belang van de dienst het vereist, kunnen de volgende verlofdagen worden geweigerd aan de vastbenoemde personeelsleden die houder zijn van een graad van rang 12 of hoger, met uitzondering van de graden van deskundigen toegekend krachtens de artikelen 40/1 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap :

1° het verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in Hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen;

2° het verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in Hoofdstuk III, afdeling 1 en 2, van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen.

§ 3. Voor de personeelsleden houder van een graad van rang 12 of hoger, met uitzondering van de graden van deskundigen toegekend krachtens de artikelen 40/1 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap kan het verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in hoofdstuk III, afdeling 3 van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, voor een redelijke termijn worden uitgesteld met de reden dat dit verlof nemen op het gevraagde tijdstip de goede werking van de dienst ernstig zou verstoren.

Het uitstel wordt schriftelijk met redenen ontleerd.

§ 4. De bepalingen van hoofdstuk III van hetzelfde besluit en elke bepaling die deze zou wijzigen, zijn van toepassing op de stagedoende personeelsleden die in dezelfde diensten aangeworven zijn.

De bepalingen van hoofdstuk III, afdelingen 2 en 3, van hetzelfde besluit en elke bepaling die deze zou wijzigen, zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden die in dezelfde diensten zijn aangeworven. ».

Art. 4. In artikel 26 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Met betrekking tot 4° kan de mandaathouder ouderschapsverlof, loopbaanonderbreking voor palliatieve zorg en verlof voor bijstand of verlenen van zorg aan een gezinslid of familielid tot de tweede graad die aan een ernstige ziekte lijdt, verkrijgen volgens de nadere regels bepaald door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 betreffende het verlof wegens loopbaanonderbreking in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren. ».

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 februari 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op « Wallonie Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN